

PRÉFET DE LA SARTHE

PREFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Utilité Publique

Arrêté n° 10-4429 du 4 août 2010

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT BP 5 – 14540 ROQUANCOURT

**Arrêté préfectoral de mise en demeure relatif à la cessation d'activité des sites « Le Désert »
et « Le Plateau » sur le territoire du MANS**

LE PREFET DE LA SARTHE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 860-3590 du 27 octobre 1986 régularisant l'exploitation par la société GREVEREND SA de deux chantiers de récupération situés aux lieux-dits « Le Désert » et « Le Plateau » au Mans,

Vu la déclaration du 24 novembre 1997 de M. GREVEREND, PDG de la société GREVEREND GDE SA, de reprise des activités de la société SAE GREVEREND à compter du 18 avril 1997, qui s'exerçait en deux endroits : « Le Désert » et « Le Plateau » ;

Vu le courrier de la Préfecture en date du 2 décembre 1997 actant la déclaration susvisée ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 3 juillet 2006 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 juin 2010 ;

Considérant que l'exploitant a notifié au Préfet l'arrêt définitif des installations, mais n'a pas fourni le mémoire sur l'état du site ;

Considérant qu'il a été demandé à plusieurs reprises à l'exploitant de nous fournir un mémoire sur l'état du site ;

Considérant que l'exploitant doit placer le site de son installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 : La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, dont le siège sociale est situé à BP 5 - 14540 ROQUANCOURT, est mise en demeure, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, de fournir un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;

- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, le maire du Mans et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en mains propres par les soins du maire.

LE PRÉFET,

Francis RAYON

Francis RAYON